

**Des voix:** Bravo!

**M. Wagner:** Lorsque c'est le Canadien moyen qui doit payer la note, cela est égal au gouvernement actuel. Ces considérations ne l'ont jamais arrêté, et ne l'arrêteront jamais. Les sociétés pétrolières ont bien exposé leur point de vue. Elles ont fait savoir qu'elles comptaient non seulement ravitailler le pays, mais aussi alimenter le gouvernement avec un supplément de recettes. S'il est inutile de nous en faire pour les sociétés pétrolières, car elles sont fort capables de se tirer d'affaire, nous avons la charge de penser aux consommateurs moyens et aux contribuables moyens.

● (1710)

Il y a longtemps, monsieur l'Orateur, qu'on entend murmurer à quel point le portefeuille des finances est lourd à gérer pour le ministre actuel. Je m'empresse de venir à sa défense. Il a su remarquablement résister à cette charge écrasante, puisqu'il a su en faire porter tout le poids par la population canadienne. Et si l'on cherche à caractériser le ministre, et son budget, et le gouvernement tout entier, ce sont les termes d'insensibilité et d'indifférence qui viennent à l'esprit. On n'a pas de mal à se représenter le ministre écoutant dans les antichambres de cyniques conseillers lui recommander de se montrer dur, cette fois, parce que l'élection fédérale est encore loin. Elle ne viendra que dans quatre ans seulement, viennent de dire il y a quelques instants les députés d'en face. Dieu sait combien d'argent déjà prélevé sur le peuple le gouvernement pourra arriver à récupérer avant la prochaine élection.

L'insensibilité du gouvernement n'a d'égal que son manque de jugement et de prévoyance. Au moment où le chômage est plus grave qu'il ne l'a jamais été en 40 ans, le gouvernement s'en prend au cœur industriel du pays et attaque le premier ministre de la province d'Ontario. Combien les stratèges libéraux doivent être fiers d'avoir conçu un moyen d'enlever 25,000 emplois aux habitants de l'Ontario. Combien ils doivent être fiers d'avoir imposé un fardeau supplémentaire aux industries et aux économies du Québec et de l'Ontario.

Ils croient peut-être aider ceux qui forment l'opposition en Ontario en faisant passer leur désespoir par une combine et un subterfuge du fédéral. Le présent budget va permettre aux électeurs de nombreuses régions du pays, peut-être surtout ceux de l'Ontario et du Québec, de comprendre qu'il y a un parti libéral, un groupe de cyniques, un groupe de technocrates insensibles et calculateurs qui sont prêts à éviter le sacrifice dans leur intérêt politique mesquin. Naturellement, le sacrifice qu'ils sont toujours prêts à offrir sort des goussets des Canadiens. A la suite des expériences faites en Alberta et en Saskatchewan, hier, dans deux élections complémentaires au Manitoba les électeurs ont élu avec des majorités écrasantes les candidats conservateurs progressistes.

**Des voix:** Bravo!

**M. Wagner:** Dans un cas, le chef du parti libéral du Manitoba a même été battu. C'est une première réaction au cynisme du budget libéral, une réaction qui vient de l'électorat. La prochaine réaction se manifesterait dans les boîtes de scrutin de l'Ontario. Comme l'a dit le chef de l'opposition libérale en Ontario, le budget n'est pas de nature à aider ses collègues. Je mets au défi le gouvernement de déclencher une élection partielle dans la circonscription de Restigouche et d'essayer de faire adopter cette politique économique dans une circonscription anciennement libérale. Qu'ils essaient donc de se faire élire.

*Budget—M. Wagner*

**Des voix:** Bravo!

**M. Wagner:** Au bout d'un an, ils n'ont pas le courage de tenter de se faire élire dans une circonscription libérale par suite de leur mauvaise gestion et de leurs tripotages. Il y a un an à peine le peuple canadien a cru le message libéral.

**Une voix:** Il y croit toujours.

**M. Wagner:** Il est évident que le député n'est pas sorti de la Chambre. Il a cru qu'aucune mesure rigoureuse ne s'imposait et qu'on pouvait terrasser l'inflation. C'est le consommateur et le contribuable qui ont été vaincus. Les erreurs se retourneront contre leurs auteurs avant longtemps. Comme le répète de temps à autre, mon collègue, le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker), «c'est une longue voie où les erreurs ne sont pas permises».

Chaque jour, chaque semaine, chaque mois et chaque année, d'ici les prochaines élections fédérales, tous les Canadiens ressentiront l'indifférence et l'arrogance du gouvernement actuel et cela ne peut être une source d'espoir pour l'avenir.

● (1720)

[Français]

Monsieur le président, je dis que ce budget est vide de sens. On n'y trouve aucune ligne de force, sinon celle, hélas, de pénaliser injustement et de façon irrationnelle le Canadien moyen.

Je dirai au premier ministre, qui se plaignait récemment du fait que les gens aujourd'hui désobéissent plus facilement aux lois, qu'il en est ainsi pour une bonne part parce que l'État dont il tient les guides n'assume pas le rôle économique et social qui lui revient. Le premier ministre et son gouvernement sont responsables des risques d'aggravation de la dislocation au pays.

Le Canada, comme l'a prêché le président du Conseil économique du Canada, doit réinventer son rôle économique et social, et c'est dans cette optique que nous déplorons, dans la formulation du récent budget, l'absence d'une politique, d'une philosophie et d'une stratégie de développement économique qui le sous-tendent. Je dis du budget qu'il est régressif, parce qu'au lieu de stimuler deux secteurs-clé de notre économie, les secteurs que sont les industries de l'automobile d'une part et du tourisme d'autre part, il vient les frapper de «plein fouet» à une période de l'année où elles sont en pleine activité.

Je dis du budget qu'il est inflationniste, en ce sens que la fameuse taxe de 10c. pour le gallon d'essence par elle-même et par les effets qui s'ensuivent en maints secteurs, contribuera à alimenter l'inflation qui, aux dires mêmes de l'OCDE, a déjà les chances de demeurer au niveau actuel de 11 à 12 p. 100.

Je dis du budget actuel qu'il est antisocial, car l'ensemble des revenus, des mesures en vue de consacrer la primauté de l'entreprise privée chez nous, fait des seuls particuliers les bœufs émissaires de la spirale inflationniste actuelle. On fait du Canadien moyen le grand responsable de la surconsommation du pétrole et de l'inflation, tandis qu'on demande ni plus ni moins à l'entreprise privée d'assumer elle-même le leadership dans le but d'assurer le bien-être des Canadiens. Oui, ce budget est antisocial, car il ne tient aucunement compte du fait que les Canadiens moyens ont dû, dans le «pattern» de société de consommation qui leur est proposé, augmenter leur endettement de 15 p. 100 au cours des trois premiers mois de 1975.